



Au sommaire de ce numéro

| | |
|--|--------|
| Quelles perspectives pour l'Union européenne ? (réunion ATTAC 92, Montrouge)..... | 2 |
| La terre outragée, un film de <i>Michale Boganim</i> vu par <i>Claude Latreille</i> | 4 |
| Travailler fatigué, un film de <i>Juliano Rojas</i> et <i>Marco Dutra</i> , vu par <i>Claude Latreille</i> | 5 |
| Un texte de <i>François Morel</i> signalé par <i>Claire d'Aurélié</i> | 5 |
| Agenda, Organisation d'ATTAC 92 | 6 et 7 |

Le collectif des associations citoyennes salue les premières déclarations du Président de la République mais reste mobilisé

Pouvez-vous imaginer un monde sans Attac ?

Attac a besoin de vous !
Vous pouvez encore régler votre cotisation 2012

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Le prochain numéro paraîtra début ... octobre

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Abonnez vos parents, vos amis ! Il vous suffit de nous le demander.

Faites leur plaisir!

L'élection de François Hollande à la Présidence de la République constitue un espoir, un immense soulagement et une libération. Les associations citoyennes espèrent qu'elle signifie aussi la fin d'une période d'instrumentalisation des associations, avec l'application maximaliste des règlements européens, la rupture des financements publics, la RGPP et, la réforme des collectivités. Les associations citoyennes ne veulent être considérées ni comme des sous-traitants ni comme des entreprises commerciales. Elles sont au contraire des piliers de l'initiative citoyenne nécessaire à l'équilibre démocratique de nos sociétés, à la respiration démocratique, sociale et culturelle des territoires. A ce jour les dégâts sont importants.

Qui peut penser que les résultats électoraux des territoires industriels et des zones rurales sont sans lien avec le recul des politiques associatives dans ces territoires ?

Les premières déclarations du nouveau Président redonnent de la force aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité, de dignité humaine, de laïcité. Elles font de ces valeurs des leviers pour restaurer la confiance et la justice et pour aller vers la dignité et la responsabilité de tous. Des engagements solennels sont pris pour que chacun soit traité à égalité de droits et devoirs, qu'aucun enfant de la République ne soit laissé de côté, abandonné, relégué, discriminé. La jeunesse est mise en avant « afin de pouvoir donner à nos enfants une vie meilleure que la nôtre », que chacun puisse accomplir sa vie et son destin personnel. L'objectif annoncé est également d'associer chaque citoyen à l'action commune pour relever les défis qui nous attendent, de mettre en avant la priorité éducative, la transition écologique, l'égalité entre les territoires, la préservation du modèle social. **Cette élection redonne aux associations citoyennes un espoir et une soif d'agir au service de l'intérêt général et du bien commun.**

Mais nous affirmons avec force que les objectifs énoncés par le Président de la République ne pourront pas être atteints sans une mobilisation forte des citoyens travers une vie associative riche, reconnue et aidée. Pour restaurer et renforcer l'engagement citoyen, l'éducation populaire doit être une des priorités de demain. Pour amorcer la transition écologique, un important travail d'accompagnement de la transformation des modes de vie et de consommation est nécessaire, en y associant l'ensemble des forces vives des territoires. Pour restaurer le lien social et remplacer l'individualisme par la coopération, il est également nécessaire de s'appuyer sur les associations citoyennes, tant dans les quartiers qu'en milieu rural. **Pour lutter contre la crise économique, financière, écologique, sociale, les associations sont indispensables pour inventer des alternatives,** répondre aux besoins avec la participation de tous, et construire un monde à finalité humaine.

Lors de son intervention face aux associations le 10 mars dernier, **François Hollande avait insisté sur la spécificité des associations et leur rôle dans l'intérêt général.** Pour cela, il a estimé nécessaire de redéfinir les services sociaux d'intérêt général, de revoir la circulaire Fillon, d'accompagner des associations qui ne peuvent pas vivre d'appels à projets et qui doivent avoir une sécurité dans leur financement, de donner une protection à celles qui doivent avoir accès aux marchés publics en reconnaissant leur spécificité. En revanche, il entendait lutter contre les dérives qui se produisent dans des associations qui adoptent un fonctionnement et des objectifs identiques à ceux d'une entreprise, sans répondre à l'intérêt général. Ces orientations correspondent largement aux propositions faites depuis 2 ans par le CAC.

Pour toutes ces raisons, le collectif salue l'élection et les premières déclarations de François Hollande. Mais ces déclarations doivent se concrétiser par des décisions effectives et la mise en place dès 2012 d'une autre politique associative. Les associations citoyennes, contribuant à l'intérêt général, sont des partenaires absolument indispensables à l'élaboration des politiques publiques nécessaires pour sortir de la crise actuelle.

C'est pourquoi le [Collectif des Associations Citoyennes](#) appelle les associations à se mobiliser dès maintenant en interpellant les candidats aux législatives et dès le mois de septembre [dans une grande campagne nationale](#), afin d'être présentes dans le débat public qui ne manquera pas de s'instaurer et veiller à la mise en application effective des mesures annoncées.

www.associations-citoyennes.net contact@associations-citoyennes.net

Exposé introductif de Jean-Paul Allétru

Pour aborder convenablement ce sujet, il n'est pas inutile d'essayer de voir **comment va évoluer le monde dans les 30-50 prochaines années.**

Plusieurs grands phénomènes seront à l'œuvre :

- le changement climatique, qui va entraîner notamment des problèmes d'eau, de nourriture, et par conséquent d'importantes migrations ;
- l'épuisement des ressources fossiles –pétrole, gaz, mais aussi « terres rares », ...-, qui entraînera de lourdes ponctions sur les budgets, mais aussi des risques de conflits ;
- l'explosion démographique : nous allons passer de 7 milliards d'hommes à 9 milliards, en espérant (ce n'est pas acquis...) une stabilisation à 12 milliards vers la fin du siècle - avec le vieillissement et parfois la diminution de la population dans les pays occidentaux (ainsi que le Japon et la Chine), et en même temps des populations jeunes en surnombre en Afrique, en Inde, ..., ce qui peut entraîner là encore d'importantes migrations ;
- l'émergence des « émergents » : Chine, Inde, Brésil, ..., pas seulement dans la fabrication de masse des objets, mais dans le développement des sciences et des techniques.

Pour faire face à ces défis considérables et jamais rencontrés dans l'histoire, les forces de l'humanité tout entière devraient se rassembler. Mettre en œuvre une gestion raisonnée des ressources (nécessité d'une « décroissance » au niveau des pays les plus riches) et des « biens publics mondiaux » (l'eau, la connaissance scientifique, ...) , la réduction des émissions de gaz à effet de serre (il y a eu un début de prise de conscience, mais les actes restent bien en deçà de ce qui serait nécessaire) ...

Ce qui s'y oppose, c'est avant tout le fait que le pouvoir économique est détenu par une infime minorité d'hommes (bien inférieure à 1%). Les firmes multinationales sont beaucoup plus puissantes que les États. Les États les plus faibles sont minés par la corruption.

Cette oligarchie s'appuie sur une idéologie, le néolibéralisme, qui répand l'illusion que le marché sans contrainte conduit à l'optimum, quand bien même les faits démontrent chaque jour l'inverse.

Dans ce contexte, pour nous, Européens, l'Union européenne est la seule perspective possible, plutôt que le repli sur soi de chacun des États. C'est une question de taille critique. La Chine et l'Inde dépassent chacun le milliard d'habitants...

C'est une perspective possible, parce que nous avons en commun, au-delà des particularismes de chacun des États, une histoire commune. Au temps de Montaigne, au temps des Lumières, les élites et les idées circulaient dans toute l'Europe.

Les Lumières ont été un mouvement d'émancipation contre l'emprise et l'immobilisme des religions. La Révolution française a entraîné la chute des Anciens Régimes féodaux (on en voit encore des traces, avec des monarchies qui subsistent...). Les exigences de démocratie, de justice sociale, les idéaux de liberté-égalité-fraternité se sont répandues sur toute l'Europe.

Ce modèle est notre identité, et c'est encore une référence, qu'il s'agisse des « printemps arabes », de l'Afrique subsaharienne, des dissidents en Chine et en Russie...

La démocratie ne s'est pas imposée partout : elle reste à consolider en Russie, à instituer en Chine. La laïcité reste encore largement un combat à mener...

L'Europe peut encore montrer la voie au monde.

Mais la construction européenne est très imparfaite et inachevée.

Initiée par des politiques qui voulaient mettre un terme à un demi-siècle de guerres fratricides, la construction a été menée au départ par des technocrates, à l'écart des peuples.

Il en résulte une insuffisance de démocratie, même s'il y a formellement, à côté de la Commission, un Parlement européen et un Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement.

Le pire s'étant manifesté ces dernières années, avec le désaveu du vote des Français sur le Traité constitutionnel, avec la mise de la Grèce et de l'Italie sous tutelle.

La domination des idées libérales a conduit à ce qu'il n'y a pas eu de construction d'une Europe sociale, pas de convergence des politiques fiscales, et que le budget européen reste d'un niveau extrêmement faible (1% du PIB).

L'Europe (la zone euro) est étranglée par les règles suicidaires qu'elle s'est donnée.

Les États de la zone euro ont abandonné leur monnaie, et ils sont désormais contraints de faire appel aux marchés financiers pour rembourser leurs dettes (quand jusqu'alors ils avaient l'ultime possibilité de « battre monnaie »). Ils n'ont même pas le droit d'emprunter à la Banque Centrale Européenne, qui, elle, peut distribuer des crédits à des taux très faibles (1 %) à des banques privées. Lesquelles prêtent ensuite aux États endettés, à des taux usuraires (18 %, le taux de financement à dix ans sur le marché obligataire secondaire pour la Grèce ! à comparer à 1,8% pour l'Allemagne, 3,1 pour la France, 11,4 % pour le Portugal).

La « troïka » (Banque Centrale, Commission Européenne, et, honte ! , FMI) conditionne ses « aides » aux États, à condition qu'ils réduisent leurs dépenses publiques de façon draconienne, quel qu'en soit le prix pour les peuples. Elle prétend ainsi garantir aux prêteurs qu'ils seront remboursés. L'effet inverse est assuré. La spirale de la récession s'amorce. La course à l'abîme s'accélère ...

Après les traités de Maastricht et de Lisbonne, un nouveau cap vient d'être franchi, véritable « coup d'Etat », selon l'expression de Raoul-Marc Jennar (article du 2 février 2012).

Le TSCG (traité pour la coordination, la gouvernance et la stabilité de la zone euro), traité intergouvernemental s'imposant aux Etats, dit « Pacte budgétaire », organise un transfert de souveraineté vers la « troïka » (Commission européenne, Fonds Monétaire international, Banque Centrale européenne) : les projets budgétaires doivent lui être soumis, avant même d'être soumis aux Parlements nationaux. Les règles sont les suivantes :

- les budgets des Etats signataires devront à l'avenir « être à l'équilibre ou présenter un excédent » ; outre l'interdiction de tout déficit supérieur à 3 % du PIB même en cas de sévère récession, le déficit structurel (c'est-à-dire calculé en éliminant l'effet de la conjoncture économique) ne pourra pas dépasser 0,5 % du PIB ;
- si un pays s'écarte de cet objectif, un « mécanisme automatique de correction sera déclenché automatiquement », c'est-à-dire sans débat démocratique, pour réduire le déficit ;
- les pays dont la dette publique dépasse 60 % du PIB devront la réduire chaque année de 1/20 ;
- la « règle d'équilibre budgétaire » devra être inscrite dans la loi nationale, « de préférence constitutionnelle » ;
- tout pays qui ne respectera pas la règle sera automatiquement soumis à une sanction, sauf vote contraire d'une majorité qualifiée du conseil européen, vote auquel le pays concerné n'aura pas le droit de participer.

Comment s'en sortir, vers où aller ?

La stupidité des règles imposées apparaît de plus en plus clairement. Même du point de vue des détenteurs de créances, pousser les Etats à la faillite n'est pas la solution. Les politiques imposées sont de plus en plus insupportables aux peuples, on le voit en Grèce, en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas...

A court terme, les citoyens doivent se mobiliser pour dénoncer le caractère illégitime d'une partie de la dette publique. En France, le Collectif pour un **audit citoyen de la dette publique** appelle tous les citoyens à se mobiliser dans leurs quartiers, leurs villages, leurs lieux de travail, pour construire ensemble ce débat.

La ratification du Pacte budgétaire peut et doit être l'occasion pour les peuples de s'emparer de ces questions et de décider directement. C'est pourquoi Attac, avec d'autres, demande un référendum sur les choix européens qui permettra de mener un débat approfondi partout où ce sera possible, à commencer par la France.

Il ne s'agit pas de rejouer le match de 2005 : la crise financière et celle de l'euro ont redistribué les cartes, comme le montre par exemple l'engagement résolu de la Confédération européenne des syndicats contre le Pacte budgétaire, ou le basculement d'intellectuels favorables au TCE, comme Jurgen Habermas, qui dénonce une entreprise de « domination post-démocratique ». Il s'agit plutôt de dire deux choses : non, nous n'acceptons pas ce Pacte budgétaire qui enfonce l'Europe dans son échec ; oui, nous voulons initier, avec les peuples européens qui le souhaitent, une construction alternative. Nous ne voulons pas du repli national ; mais nous n'acceptons pas non plus les abandons de souveraineté démocratique au bénéfice de la finance sous prétexte qu'ils serviraient le projet européen.

Attac prendra l'initiative de proposer à la société civile d'organiser en France un **référendum d'initiative citoyenne** autour de ces questions. Pour que des millions de citoyens s'engagent avec nous dans ce débat et commencent à se réappropriier ensemble l'avenir de l'Europe.

Il est possible de desserrer l'étau, en permettant aux Etats d'emprunter auprès de la BCE.

Et il faudrait

Lancer de grands travaux européens dans des domaines qui nous permettraient d'assurer notre indépendance énergétique (planification écologique : développement des économies d'énergie, des énergies renouvelables, des transports en commun, de l'isolation des bâtiments, ...)

Organiser la convergence fiscale et sociale, par le haut, des pays de la zone euro.

Ouvrir la perspective de l'émergence, à terme, d'un « peuple européen », regroupé autour des mêmes valeurs (démocratie, droits de l'homme, solidarité, laïcité) : des chaînes de télévision communes (sur le modèle de la chaîne franco-allemande Arte), en utilisant la traduction simultanée et le sous-titrage ; des partis trans-nationaux ; des élections simultanées, à la proportionnelle, sur des listes transnationales.

Débat

Pierre. Pour l'audit citoyen de la dette publique, comment faire ? Tout rentre dans un pot commun au niveau des finances. Comment dire : cette dette est légitime, et celle-là ne l'est pas ? Dans le cas de l'Islande, ils ont pu refuser une partie de la dette car elle était bien identifiée.

Jean-Christophe. Ce qui est contestable dans la dette, c'est l'accumulation des intérêts. Il faudrait faire comme les Argentins : se refinancer à un niveau interne.

Pierre. Les pays d'Afrique ont remboursé 3 ou 4 fois le montant de la dette

Daniel. Les pères de l'Europe avaient certes la volonté de faire cesser les guerres, mais ils voulaient aussi contenir l'avancée du communisme. C'est ce qui les a amenés à promouvoir un modèle social européen.

Les tares de l'Europe actuelle sont déjà présentes dans le Traité de Rome (qui se réfère déjà à la « concurrence libre et non faussée »).

Le manque de démocratie était une volonté des pères de l'Europe (qui étaient des financiers).

L'Europe ne s'est pas effacée au moment de la crise : la Commission a pesé de tout son poids pour faire adopter le pacte budgétaire, le parlement européen l'a approuvé.

Les traités ne permettent pas la construction de l'Europe sociale, ils l'empêchent.

Il n'y a pas de peuple européen, nous n'avons pas, au sein de l'Union européenne, les mêmes histoires. C'est un rêve dangereux que d'appeler à un peuple européen, il vaut mieux promouvoir des coopérations renforcées entre Etats.

Pierre. La majorité des pays est de droite.

Jean-Christophe. Il y a des divergences sur les fondements culturels (avortement, pays de tradition catholique, pays protestants). La laïcité n'est pas une valeur commune à l'Union européenne. Elle n'est inscrite dans les textes qu'en France et au Portugal (ainsi, par ailleurs, qu'en Turquie). La relation aux Eglises est différente selon les pays. Aux Etats-Unis, il y a une multiplication de petites Eglises.

Daniel. Pour peser sur les institutions européennes, il faut des comités de citoyens ; marteler que la dette est une construction délibérée (elle résulte d'une insuffisance de recettes et non d'un excès de dépenses) ; dénoncer la part de la dette due à l'accumulation des intérêts ; mener une guerre sans merci contre les paradis fiscaux.

De l'argent, il y en a : les multinationales font des profits colossaux...

Jean-Paul. Il ne faut pas se laisser intimider par « les traités ». Les critères de Maastricht ont été foulés aux pieds par la France, et même par l'Allemagne. C'est une question de rapport de force. Il y a de plus en plus de contestation, y compris par des pays gouvernés à droite. Il faut trouver une dynamique. « Ca va plus mal que ce qu'on vous dit, mais on peut s'en sortir », dit un livre de Pierre Larrousurou.

Daniel. Certains de ceux qui commencent à préconiser la croissance ont en tête, en fait, la destruction du droit du travail.

Jean-Christophe. Il y a de très grandes disparités au sein de l'Union européenne en ce qui concerne la taille des Etats. Entre l'Allemagne et Malte le rapport est de 1 à 800. Comment faire pour que les petits Etats ne soient pas laminés ? Une Europe des régions ? Ce ne serait pas forcément souhaitable.

Un frein à la convergence des Etats européens, c'est la pluralité des langues.

Daniel. Ce serait faire fi de l'histoire.

Jean-Paul. Il y a le concept intéressant de « subsidiarité ». De la même façon qu'aux Etats-Unis, les différents Etats ont leurs propres lois, certains domaines (touchant par exemples aux mœurs) doivent rester de la compétence des Etats.

Daniel. Les Etats américains ont plus de latitude (que nos régions) en termes de fiscalité.

Pour négocier en force, il faut créer une position de force. Donc des mobilisations populaires.

La terre outragée, de Michale Boganim film franco-polonais vu par Claude Latreille

On vivait heureux à Pripiat, en Ukraine, près de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

Le 26 avril 1986, Anya et Piotr se marient dans la liesse familiale malgré une pluie battante et des nuages menaçants qui s'accumulent. Le petit Valéry plante un pommier au bord de la rivière avec l'aide de son père Alexeï.

Piotr et Alexeï sont soudain réquisitionnés « pour éteindre un incendie ». C'est en fait un accident à la Centrale. Ni l'un ni l'autre n'en reviendront.

Le film nous fait vivre l'avant et l'après accident et l'évacuation de 50 000 personnes. L'irradiation est sournoise : on ne la sent pas et on ne la voit pas. C'est pourquoi quelques habitants n'ont pas voulu partir et s'accommodent du manque d'eau et d'électricité. Et même des malheureux, fuyant d'autres misères, sont venus s'installer à Pripiat : ainsi la maison d'Anya et de sa mère a été investie par des réfugiés venus du Tadjikistan qui défendent leur nouveau bien au fusil.

Anya, elle, après avoir vainement attendu son mari d'un jour, hante Pripiat comme un fantôme dans une ville devenue peu à peu ruine. Elle y revient même régulièrement pour guider des touristes sur le site lunaire. Elle ne parvient pas à quitter sa ville, son passé, sa mère de 75 ans et ne se laisse pas même arracher à ses fantasmes par un soupirant français prêt à l'emmener à Paris. « Le passé est pour moi un pays étranger qui ne me quitte pas. Si je pars, qui racontera notre histoire ? »

Valéry revient et s'attarde dans la zone interdite, persuadé que son père va réapparaître et qu'il faut être là pour lui dire que sa famille est maintenant à Slavoutitch. Là-bas, ses compagnons de classe se moquent de lui et l'appellent le Tchernobylien mais ils l'écoutent subjugués quand il raconte son émotion « ce jour là » et conclut « la ville où je suis n'existe plus ».

« La terre outragée » n'est pas un documentaire avec bilan de morts, de sinistres, de malades et perspectives alarmantes. C'est un film de paysages, de couleurs, d'ambiances, de sentiments et d'émotions. Dix ans après l'accident, la ville est désertée, mais le pommier de Valéry a fleuri et Tchernobyl-Tours où travaille Anya connaît le succès. Tchernobyl, cela veut dire absinthe, nom de cette plante des lieux incultes qui contient une essence amère et toxique. Ce film, c'est à la fois l'histoire d'une terre outragée et irradiée, de cœurs malmenés et intoxiqués par le souvenir et le fatalisme. C'est aussi l'exploitation de la curiosité de visiteurs de toutes origines attirés par la vision du malheur des autres.

La nature n'a pas de prix, les méprises de l'économie verte (un livre Attac)

L'économie verte est à l'honneur. Le sommet de la Terre à Rio de Janeiro en juin 2012 en a fait le nouveau récit pour une sortie de la crise globale. L'économie verte ne se résume pas au green-washing ou à la croissance verte. Elle se fonde sur l'octroi de nouveaux droits de propriété privée sur les biens naturels, sur le libre échange et sur la négation des droits des populations. Une marche de plus est en passe d'être franchie. Les grandes fonctions écologiques de la planète – stockage du carbone, purification de l'eau, pollinisation – pourraient être transformées en « services écosystémiques » échangeables et valorisables ou en nouvelles marchandises globales et lucratives.

Au lieu de prendre acte du fait que l'économie est un sous-système de la biosphère, cette « économie verte » transforme la nature en une entreprise géante, productrice de services, bientôt contrôlée, si les peuples ne s'en mêlent pas, par quelques firmes et fonds financiers. Biodiversité, climat, ressources minières et fossiles, trois cas étudiés dans ce livre, sont ainsi devenus de nouveaux terrains de jeu pour firmes transnationales et projets technoscientifiques. Les auteurs, de même que de nombreux mouvements sociaux, nous invitent à nous libérer de la finance verte et à récupérer les communs, ce qui ouvrira les voies vers des sociétés justes, démocratiques, soutenables et respirables.

Le livre est à 9 € (prix public). Eric Colas en a commandé quelques exemplaires, on peut le lui en demander : president.attac92@attac.org

Dès le début du film, l'inquiétude et la tristesse se lisent sur les visages des protagonistes. Celui de Paula dont le premier job d'employée de maison sera un engagement non déclaré. Celui d'Otavio qui vient d'apprendre son licenciement. Et, curieusement aussi sur celui de sa femme Hélène qui pourtant est en train de concrétiser un vieux rêve en ouvrant un petit commerce.

Cette morosité est accentuée par le rythme très lent du film, par le mutisme des personnages et l'ambiance générale d'accablement.

Et voilà que les locaux de la nouvelle supérette, restés longtemps inoccupés, sont le siège de phénomènes étranges : disparition de denrées, suintement des murs, aboiements hostiles des chiens du voisinage, objets bizarres encastrés dans la maçonnerie des murs (les deux jeunes cinéastes sont familiers du cinéma fantastique). De plus, le loueur est peu coopératif et les locataires précédents sont anonymes et injoignables...

« Une nouvelle pépite du cinéma brésilien ? » lit-on. Un film original en tout cas qui porte sur l'influence du travail et du chômage dans l'équilibre des individus et de leur famille. Il montre aussi la comédie du recrutement et de l'animation psychologique des chômeurs : mettez-vous à l'aise, desserrez vos cravates, tombez la veste et imaginez-vous dans la jungle primitive. C'est alors un cri de fauve blessé qui sort de la bouche d'Otavio. Cri de révolte ou cri de libération ?

Un texte de François Morel, que **Claire d'Auréli**e nous invite à déguster.

Papa, je t'écris une lettre que tu liras peut-être vu que tu as tout ton temps depuis que tu es parti au ciel. Je dis au ciel par licence poétique. En réalité tu es au cimetière. Le ciel tu n'y croyais pas mais tu le regardais quand même pour savoir s'il allait pleuvoir, s'il allait faire beau, si c'était le moment de partir à la pêche ou au jardin, si c'était le bon jour pour sortir la 4L du garage et pousser jusqu'à Grandville et admirer la tempête transformer l'ordinaire en spectacle envoûtant quand les éléments se déchaînent et rendent lyrique le quotidien.

Papa, je me souviens qu'un soir, en 1965, en revenant de la gare où tu travaillais et où tu avais tes copains, tu avais placardé sur la maison l'affiche de Mitterrand : « Un président jeune pour une France moderne ». Tu voulais clairement, ostensiblement affirmer tes idées de gauche dans le village bas normand, conservateur, gaulliste et catholique où nous habitons. Moi, ça ne me plaisait pas tellement : si la jeunesse est audacieuse, l'enfance est assujettie. Le lendemain matin, la nuit portant conseil et dissipant les vapeurs révolutionnaires, tu avais retiré l'affiche. Maman était soulagée, moi aussi.

Papa, je me souviens qu'en 1969 tu étais énervé. Le choix entre Alain Poher et Georges Pompidou te rendait maussade. Je me souviens que tu répétais la formule de Jacques Duclos « bonnets blanc - blancs bonnets » et qu'au dépouillement, tu avais eu des mots avec la dame catéchèse chez qui j'allais tous les jeudi après midi. Papa, je me souviens encore de mon embarras. Je me souviens qu'en 1974, bien sûr tu n'étais pas giscardien, mais que tu avais du respect pour l'homme de Chamalières que tu jugeais intelligent, toi orphelin de père et fils de garde barrière, tu te sentais une sorte de proximité presque complice avec le descendant de Louis XV sous prétexte que, comme toi, il était né en 1926 et que, par conséquent, tu pouvais l'appeler « la classe ». Ta profession de foi, cependant, n'avait pas changé. Tes convictions étaient intactes. Tu annonçais ta couleur : il faut toujours voter rouge, disais-tu, parce que ça rosit toujours. Je me souviens que Georges Marchais te faisait rire et te vengeait. Papa, je me souviens de la joie, en 81, que j'ai partagée avec toi. Je me souviens que les lendemains qui chantent on chantait moins fort. Je me souviens que le *Grand Soir* ne faisait plus le poids devant les petits matins de la rigueur économique.

Papa, je voulais te dire que le candidat pour qui tu aurais sûrement voté au premier tour avait obtenu plus de 11%. Il a appelé à voter pour le socialiste au second tour sans rien demander en échange. La formule a particulièrement surpris l'affairiste artiste dramatique Bernard Tapie, pour qui la simple idée de ne rien demander en échange doit sembler ahurissante. Oui Papa, Bernard Tapie est toujours là, comme la rougeole et la tuberculose qui elles aussi sont revenues. Moi, je suis monté dans l'ascenseur social que tu rêvais de me voir emprunter. Même si ton émission culte était *les grosses têtes*, de Philippe Bouvard, tu serais sûrement fier de m'entendre parler ce matin sur France – Inter. Le socialiste est bien placé pour le second tour mais Le Pen a une fille. Sous le pont Mirabeau coule toujours la Seine, mais désormais la joie semble venir en même temps que la peine.

Je t'embrasse, Papa. Si au paradis des cheminots tu vois un nuage bien en vue tu peux placarder dessus l'affiche « Un président jeune pour une France moderne ». Maintenant je ne serai plus gêné, je serai même fier de toi. Je t'embrasse Papa. Donne-nous du courage.

Cette magnifique lettre, lue de 27 avril 2012, vers 9h du matin par François Morel, à son père et nous tous, je l'ai écoutée de nombreuses fois et espère ainsi ne pas l'avoir trahie.

Pour ceux qui n'ont pas Internet et pour tous, afin de la lire, la relire, l'offrir tant et plus.

Claire-Louise

Agenda

2 juin Montreuil

« **Pauvres administrés** », spectacle de théâtre-forum, par la **compagnie NAJE**

(qui a joué avec des militants d'Attac ' le tribunal des banques ')

soit à **15h** soit à **20h** (2 séances)

à **la Parole Errante, 9 rue François Debergue** à Montreuil (métro Croix de Chavaux)

Réservation préalable obligatoire Prix des places libre (de 0 à 20€ selon vos moyens)

Un spectacle de théâtre-forum sur la mise à mal des services publics (hôpital, école, services municipaux, services sociaux, psychiatrie, prison, police, poste, 115) créé avec 45 comédiens professionnels et amateurs sur la base de témoignages de nombreux salariés de la fonction publique et d'usagers des services.

Il s'agissait pour nous de comprendre ce qui est à l'oeuvre dans nos services publics, quels sont les mécanismes de la transformation infernale qui est en cours, à qui cela sert et comment, ce que cela est en train de produire sur nous tous. Il s'agit maintenant de vous livrer ce que nous avons appris et compris et de chercher ensemble quels sont les modes d'action possibles, comment les mettre en oeuvre, que peuvent faire ensemble les usagers et les agents des services publics. Ce sera donc un spectacle de théâtre-forum (un spectacle d'une heure suivi d'un forum d'une heure avec la salle).

Modalités d'inscription :

D'abord nous contacter par mail ou téléphone pour nous pré-réserver vos places.

Puis, pour confirmer vos réservations, nous envoyer un chèque de 5 euros que nous ne débitons pas et que nous vous rendrons à votre arrivée au spectacle (seuls les chèques des personnes qui ont réservé des places et ne viennent pas seront débités, sauf bien sûr les chèques des personnes qui nous auront fait part de leur empêchement au plus tard le 30 mai). Un billet de 5 euros est possible pour ceux qui n'ont pas de chéquier et, pour ceux qui n'ont ni chéquier ni les moyens de geler 5 euros quelques temps, leur parole suffira.

Notre email : fabienne.brugel@orange.fr Notre tél : 06 82 03 60 83

Notre adresse postale : NAJE 16 rue des Coquelicots 92160 ANTONY

4 juin Antony

La dette publique, réunion publique organisée par ATTAC 92, CADTM, CAC

20 H 30 Salle Henri Lasson (tout près du marché)

avec la participation de **Damien Millet**, porte-parole du CADTM France.

Cette réunion se place en pleine période de campagne pour les législatives aussi nous avons souhaité inviter les principaux candidats de gauche dans notre circonscription (par ordre alphabétique, **Fabien Feuillade**, **Julien Landfried** et **Pascale Le Néouannic**).

5 juin Paris

Apéro citoyen de RECIT

Temps de présentation de RECIT et d'invitation aux 5èmes Rencontres Internationales de l'Éducation citoyenne

de 18h30 à 20h30, rue Sainte Lucie 75015 Paris

Le Réseau des Ecoles de Citoyens (RECIT) organise ses 5èmes rencontres de l'éducation citoyenne du 29 octobre au 3 Novembre 2012 à Zagora, Maroc.

Ce rendez vous est un espace de rencontre, d'échange et de mutualisation des expériences entre les différents acteurs de l'éducation à la citoyenneté au Maroc, en France et dans le monde.

Nous voulons saisir cette occasion pour réunir toutes les personnes, réseaux, associations et mouvements de l'éducation populaire de la région Île-de-France autour de ces rencontres afin d'approfondir les liens autour de l'éducation citoyenne : « Comment répondre aux enjeux qui nous attendent et construire un monde à finalité humaine ? Comment chacun peut-il être acteur de sa vie et citoyen d'un monde solidaire ? », telles sont les questions fondatrices du réseau. Nous souhaitons favoriser l'émergence d'actions alternatives au système dominant, notamment par la mutualisation d'expériences et de méthodes mais aussi via nos groupes de réflexion et nos événements fédérateurs.

Afin de partager, à l'occasion d'une rencontre conviviale, l'action de RECIT et les Rencontres de Zagora, nous vous convions à un « apéro citoyen » convivial le mardi 5 juin 2012 à 18h30 dans les locaux de la FNFR.

Nous serons heureux de vous retrouver à cette occasion !

Merci de confirmer votre participation auprès de Pauline Mercuri à pauline@recit.net ou au 07 70 29 49 84.

5 juin Paris XIV^e

Mécanisme de stabilité et Nouveau traité européen : encore plus d'austérité pour les peuples !

Réunion-débat avec **Raoul Marc JENNAR**

19 h 30, Maison des Associations, 22 rue Deparcieux, Paris 14

Deux traités européens sont en cours de ratification : le Mécanisme européen de stabilité (MES) et le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance en Europe (TSCG). Ils s'inscrivent dans le modèle extrêmement libéral d'intégration européenne entrepris depuis 1957.

Ces deux nouveaux traités représentent un bond de géant en matière de transfert de souveraineté dans un contexte où aucun progrès n'est accompli, ni du point de vue démocratique, ni du point de vue social. Que du contraire. Ils confirment que démocratie et solidarité ne font pas partie du projet européen tel qu'il est mis en œuvre.

Raoul Marc Jennar : historien, politologue, animateur de la campagne pour le Non de gauche au Traité constitutionnel de 2005.

7 juin Montrouge

Pour un « big bang fiscal »

réunion-débat

20 h 30 à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge

A l'heure où tout le monde reconnaît la nécessité d'une régulation collective forte, où **quantité de besoins sociaux, notamment d'éducation, de santé, de retraites et de préservation écologique sont de moins en moins satisfaits**, la société ne souffre pas de trop d'impôts, mais plutôt d'impôts inadaptés et surtout mal répartis.

Les cotisations et autres prélèvements ne disparaissent pas dans un trou noir. Ils sont réinjectés dans l'économie sous forme de dépenses d'investissement, de fonctionnement des services publics, de subventions ou bien encore de transferts entre catégories sociales. Ils sont l'**expression de la citoyenneté** parce qu'ils permettent de financer l'action publique, de réduire les inégalités et de modifier certains comportements nuisibles à la société, comme la spéculation et la pollution.

Un « big bang fiscal » est aujourd'hui nécessaire en France, en Europe et dans le monde entier : c'est ainsi **qu'une fiscalité résolument progressive, incluant des taxes internationales, donnerait un outil efficace au service du bien commun.**

9 juin Paris XII^e

Conférence-débat de décryptage des enjeux de Rio+20 et de l'économie verte de 13h à 19h (salle des Diaconesses – Paris 12).

Le programme sera prochainement disponible sur le site www.france.attac.org

Quarante ans après la Conférence internationale de Stockholm sur l'environnement en 1972, vingt ans après le Sommet de Rio sur l'environnement et le développement en 1992, l'Assemblée générale des Nations unies a convoqué une nouvelle Conférence internationale sur le développement durable, qui se tiendra à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012. Alors que les crises financières et économiques font des ravages, ils prétendent que leur « économie verte », imaginée comme l'extension de la finance, de ses logiques et ses instruments, à la gestion de l'ensemble de la nature et des communs de l'humanité (biodiversité, climat, etc.), permettra de résoudre l'ensemble des crises auxquelles nous sommes confrontés. Attac France considère au contraire qu'étendre l'emprise de la finance sur les éléments essentiels à la vie et vouloir intégrer la nature dans le cycle du capital est criminel et inacceptable. Avec ses partenaires français, européens et internationaux, Attac France s'opposera à ces projets avec une grande détermination en affirmant que des alternatives existent, en montrant que les propositions et expériences pour d'autres projets de sociétés fondés sur le partage et les solidarités ne manquent pas. Attac France participera au Sommet des Peuples qui se tiendra du 15 au 23 juin à Rio en parallèle de la Conférence officielle, ainsi qu'à diverses initiatives organisées en France.

Attac France est engagé dans deux espaces collectifs.

Le premier très large, à l'initiative de l'Association 4D, le collectif français Rio+20 (<http://collectif-france.rio20.net/>) au sein duquel Attac France a participé au travail de rédaction de différents documents de positionnement, dans une perspective plutôt tournée vers du lobbying.

Le second, auquel participent les Amis de la Terre, le CRID, Solidaires, la FSU, la Confédération paysanne, Aitec-IPAM, France Libertés, Agir pour l'environnement, etc. est plus tourné vers la mobilisation citoyenne. Il a pris les initiatives suivantes, dans une perspective visant à décliner la campagne internationale contre « leur économie verte » (<http://nogreeneconomy.org/>) :

- La Conférence-débat de décryptage des enjeux de Rio+20 et de l'économie verte (voir ci-dessus)

- Actions le 20 juin, en réponse à l'appel à la Journée d'Action Globale le jour de l'ouverture de la Conférence officielle. Des actions de rue seront organisées ce jour-là pour dénoncer le rôle des multinationales impliquées dans l'extraction des ressources naturelles et celui des banques et institutions financières qui financent ces projets.

Dans ce cadre, deux documents ont été finalisés, un texte de positionnement et un appel à actions (voir www.france.attac.org/articles/la-nature-est-un-bien-commun-non-leur-economie-verte).

14-17 juin Paris le Marché de la Poésie
place St Sulpice

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Eric Thiébaud) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas president.attac92@attac.org

Secrétaires : Jean-Louis Michniak secretaire.attac92@attac.org Sophie Maloberti, Cécile Ganeval

Fichier : Nicolas Lasman Correspondant Electronique Local : Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux Asnières : Guy Rodary **Clamart :** Thérèse Villame **Antony :** Cécile Ganeval, Florence Lauzier, Hubert Nadin

Colombes : Bernard Kervella, Adda Bekkouche **Clichy :** Jean Quebre, Marthe Chabrol

Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien : Cyril Pocréau

Courbevoie : Annie Reynaud **Montrouge :** Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas **Genevilliers :** Nelly Viennot

Bulletin d'adhésion 2012

NOM (en capitales) : **PRENOM :** **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

Date de naissance : **Profession :**

Adresse : **Code postal :** **Ville :** **Pays :** **Téléphone fixe :**

Mobile :
Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2012 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

| | | | | |
|----------------------------|----------------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------------|
| tranches de revenu mensuel | de 0 à 450 € : 13 € | de 450 à 900 € : 21 € | de 900 à 200 € : 35€ | de 1 200 à 1 600 € : 48€ |
| | de 1 600 à 2 300 € : 65 € | | de 2 300 à 3 000 € 84 € | de 3 000 à 4 000 € : 120 € |
| | au-delà de 4 000 € : 160 € | | | |

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Attac, Service adhésions, 60643 Chantilly cedex – France Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60
Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac, chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)